



# ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

## Radios associatives

Question écrite n° 17090

### Texte de la question

M. Alain Bocquet attire l'attention de M. le ministre de la communication sur le fait que selon les prévisions du ministère du budget, qui ont été communiquées à la commission de fonds de soutien à l'expression radiophonique, il apparaît que les ressources attendues pour 1994 ne pourront très probablement pas excéder 55 MF soit une diminution de 35 p. 100 par rapport à 1993. Cela va conduire à une baisse générale de 30 p. 100 du montant des subventions qui seront attribuées aux radios associatives cette année. Considérant que les modes de calcul et de perception de la taxe parafiscale qui alimente le fonds n'ont pas changé et que les principaux organismes assujettis à la taxe sur la publicité semblent ne pas avoir déclaré moins de ressources publicitaires, il lui demande de bien vouloir lui fournir l'explication sur la diminution de ce fonds. D'autre part, il lui demande les mesures que le Gouvernement entend prendre pour pallier ce manque qui risque d'être fortement préjudiciable à de nombreuses radios associatives.

### Texte de la réponse

L'aide publique aux radios locales associatives transite par le fonds de soutien à l'expression radiophonique, renouvelé par le décret n° 92-1053 du 30 septembre 1992 pris en application de l'article 80 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée. Ce fonds est alimenté par une taxe parafiscale assise sur les sommes, hors commission d'agence et hors taxe sur la valeur ajoutée, payées par les annonceurs pour la diffusion, par voie de radiodiffusion ou de télévision, de leurs messages publicitaires à destination du territoire français. La taxe est liquidée et recouvree par la direction générale des impôts. L'importance des crédits ainsi affectés au fonds de soutien à l'expression radiophonique, a permis, jusqu'en 1992, d'augmenter les montants des subventions attribuées par la commission, alors même que le nombre de radios bénéficiaires s'accroissait de façon significative. Ainsi, en 1989, 293 radios obtenaient 50,8 MF ; en 1990, 309 radios obtenaient 53,37 MF ; en 1991, 325 radios obtenaient 70,75 MF ; en 1992, 383 radios obtenaient 90,52 MF du fonds de soutien. En 1993, alors que les encaissements constatés au titre de la taxe parafiscale connaissent, à partir de la fin du 3e trimestre, un tassement significatif, l'utilisation des fonds reliquataires dus à une gestion prudente du fonds, a permis de maintenir un niveau de subventions comparable à celui de l'année 1992. Ainsi, au titre de cette année, 440 radios percevaient 91,63 MF de subventions. Depuis le début de l'année 1994, les encaissements constatés au titre de la taxe parafiscale connaissent une chute sévère et tout porte à croire que leur montant pour l'ensemble de l'année, se situera à un niveau très inférieur au montant prévu de 87,5 MF inscrit dans la loi de finances de l'année 1994. Pour faire face à cette situation, la commission chargée d'attribuer les aides a décidé, lors de sa séance du 5 mai 1994, et à l'unanimité de ses membres, de baisser, à titre conservatoire, de 30 p. 100 le barème fixant le niveau des subventions de fonctionnement prévues aux articles 15 et 16 du décret précité. Environ la moitié des radios bénéficiant de l'aide ont, d'ores et déjà, été servies. L'enquête, diligentée par les services du ministère du budget, a montré que le montant des sommes effectivement attribuées au fonds excédait très sensiblement le produit réel de la taxe parafiscale. Les dépassements sont de l'ordre de 100 MF au total, au titre des trois dernières années. Ils s'expliquent à la fois par des excès de versements de la part de diffuseurs, régularisés en 1994, et par une confusion opérée entre les produits de la taxe parafiscale et ceux de la taxe fiscale également assise sur les sommes payées par les annonceurs. Cependant, face à la légitime inquiétude du secteur associatif et compte tenu de l'attachement que lui porte le Gouvernement, toutes les

mesures seront prises pour que le niveau des aides attribuées en 1994 ne compromette pas le fonctionnement de ces radios.

## Données clés

**Auteur :** [M. Bocquet Alain](#)

**Circonscription :** - COM

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 17090

**Rubrique :** Radio

**Ministère interrogé :** communication

**Ministère attributaire :** communication

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 25 juillet 1994, page 3726

**Réponse publiée le :** 29 août 1994, page 4365